

Flambée des prix de la pomme de terre

Intempéries et manque de main-d'œuvre pointés du doigt



Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3511 - Ven. 13 - Sam. 14 mars 2015 - Prix : 10 DA

Tlemcen

Une quantité de 200 kg de kif traité saisie

Page 24

Lamamra rassure sur l'aspect positif de la rencontre d'Alger

L'Algérie dément l'appui à une partie en Libye

Page 3

Alliance contre-nature

Par Mohamed Habili

A moins de se trouver à l'un ou l'autre extrême bout d'un paysage politique, un parti, quelle que soit l'identité dont il se réclame, mais dont il pourrait aussi ne pas se réclamer, est coincé entre une droite et une gauche, dans un rapport souvent tendu avec l'une et l'autre. La montée en puissance de l'extrême droite en France, processus en cours depuis plusieurs années, n'a pas peu contribué au glissement à droite de pans entiers de la classe politique de ce pays. Dans ses propres limites, un parti est toujours tiraillé entre sa droite et sa gauche. Ce sont les circonstances qui font que ce soit l'une ou l'autre aile qui a le vent en poupe. Un virage dans un sens ou dans un autre, qu'il soit commandé par la conjoncture ou par l'opportunisme pur et simple, comporte toujours de grands risques, car ce qu'un parti peut gagner à sa droite, il peut le perdre à sa gauche, et vice versa. Il peut même plus perdre que gagner dans l'échange. N'empêche, cette tension incessante subie par chaque parti entre sa propre gauche et sa propre droite fait qu'une classe politique est une entité dynamique, en perpétuelle évolution, l'objet d'une recombinaison lente le plus souvent, mais qui dans certaines circonstances peut s'accélérer, et à ce point qu'elle devient perceptible.

Suite en page 3

Le Cnapest maintient son mouvement de protestation

La grève de trop



Ph > E. Soraya/J. A.

Le secteur s'apprête visiblement à renouer avec la protestation qui s'avère, à bien des égards, de trop, dans le sens où ce mouvement de protestation qui a débuté le 16 février dernier menace sérieusement l'année scolaire. Lire page 2

Hamid Grine est formel :

«La professionnalisation de la presse se poursuivra...»

Page 2

Selon la ministre de la Culture Nadia Labidi

L'œuvre de Assia Djebar sera traduite en arabe

Page 13

Le Cnapest maintient son mouvement de protestation

La grève de trop

■ Le secteur s'apprête visiblement à renouer avec la protestation qui s'avère, à bien des égards, de trop, dans le sens où ce mouvement de protestation qui a débuté le 16 février dernier menace sérieusement l'année scolaire.

Par Meriem Benchaouia

La situation au sein de l'Education nationale n'est pas près de connaître son dénouement et la grogne n'est pas prête de finir. En effet, le bras de fer sur fond de revendications socioprofessionnelles entre le ministère de l'Education et la Coordination nationale des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, qui dure depuis un mois, s'est durci avec la décision du Cnapest de poursuivre le débrayage. Ainsi, le secteur s'apprête visiblement à renouer avec la protestation qui s'avère, à bien des égards, de trop, dans le sens où ce mouvement de protestation qui a débuté le 16 février dernier menace sérieusement l'année scolaire. L'entêtement des deux parties, chacune campant sur sa position, a non seulement abouti à l'impasse au niveau des négociations mais a, de surcroît, débordé sur un climat d'incertitude auquel personne ne s'attendait. Il ne faut surtout pas que les syndicats donnent l'impression que du combat social ils sont en train de passer à celui de la confrontation politique. C'est d'autant plus visible que la tutelle ne ferme pas les portes du dialogue. Mais, en dépit de la volonté du ministère de maintenir les portes du dialogue ouvertes, la décision du Cnapest de poursuivre la grève intervenait à l'issue de la réunion, en réaction aux réponses «négatives et non convaincantes de la tutelle sur la plate-forme des revendications, à l'exception de celle relative à l'effet rétroactif». Selon ses respon-



Ph/L. Jour

sables, le syndicat reproche au ministère de «ne pas respecter ses engagements convenus dans le cadre des précédents procès-verbaux, dont le dernier en date a été signé avec la Fonction publique le 17 février 2014». Au moment où le Cnapest s'obstine à poursuivre la grève jusqu'à «satisfaction» de ses revendications, la Coordination syndicale du secteur de l'Education (CSE) a décidé, à l'issue de sa réunion dimanche avec le ministère de l'Education nationale, de suspendre la grève prévue les 10 et 11 mars, après la signature du procès-verbal entre les sept syndicats et la tutelle. Le procès-verbal comprend les réponses du ministère de l'Education nationale aux revendications soumises, le ministère s'engageant à ouvrir le dossier relatif au statut afin d'en corriger les défaillances. A cet effet, il a été décidé de l'installation d'une commission mixte

regroupant les représentants du ministère avec les syndicats du secteur pour réviser le statut des travailleurs de l'Education nationale. La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat qui a déclaré «refuser le chantage» de certains syndicats qui veulent que tout soit réglé «tout de suite», a proposé la révision du statut en tenant compte des lacunes qu'il renferme, mais en contrepartie de la signature d'une charte d'éthique professionnelle afin de protéger l'école publique algérienne. Tout en réaffirmant son «engagement» et sa «volonté» pour la recherche de solutions aux problèmes restés en suspens, la ministre a invité les partenaires à faire preuve de «patience», car la résolution de certains problèmes exige, a-t-elle souligné, «du temps et un engagement qui, parfois, dépasse (ses) prérogatives». La poursuite du mouvement de grève a suscité la préoccupation des

élèves et leurs parents, notamment ceux des classes d'examen, cependant les responsables du secteur ont affirmé que «toutes les mesures ont été prises» pour garantir le déroulement des examens avant les vacances de printemps prévues le 19 mars 2015. Pour sa part, le président de la Fédération des associations de parents d'élèves, Khaled Ahmed a estimé que la grève ne servait pas l'intérêt de l'élève, ajoutant que la satisfaction des revendications socioprofessionnelles des enseignants «exige du temps». L'union a exprimé son «indignation» et son «regret» face au recours systématique à la grève pour soulever des revendications, assurant que «des solutions peuvent être trouvées dans le cadre du dialogue et loin de toutes pressions».

M. B.

Coopération Visite officielle du Premier ministre éthiopien

LE PREMIER ministre de la République fédérale d'Ethiopie, Haile Mariam Dessalegn Boshe, effectuera samedi une visite officielle de trois jours en Algérie, à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, indique un communiqué de la présidence de la République. Les entretiens qui se dérouleront entre le président de la République et le Premier ministre éthiopien et les travaux qui auront lieu entre les deux délégations permettront d'«approfondir et d'élargir les relations de fraternité et de coopération qui existent entre l'Algérie et l'Ethiopie, liés par une déclaration de partenariat stratégique signée en juin 2013 à Alger, et d'encourager aussi des échanges et des partenariats économiques mutuellement bénéfiques», relève la même source. Dans le même temps, la concertation politique au sommet entre les deux dirigeants permettra de «réaffirmer la concordance de vues entre les deux pays sur des questions internationales et régionales d'intérêt commun, notamment celles liées à la paix, à la sécurité et au développement en Afrique», a-t-on ajouté.

... Et du ministre norvégien des Affaires étrangères

Le ministre norvégien des Affaires étrangères, Borge Brende, effectuera une visite de travail en Algérie samedi et dimanche, à l'invitation du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra. «Cette visite interviendra à un moment où les relations d'ensemble connaissent un dynamisme qui vient conforter les relations d'amitié qui existent entre les deux pays», a indiqué vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Elle «traduit également la volonté des deux pays d'approfondir davantage le dialogue politique, de consolider et de promouvoir les relations économiques et de partenariat». Au cours de cette visite, les deux ministres «procéderont à l'évaluation de la coopération bilatérale et passeront en revue les questions de l'actualité régionale et internationale», a précisé la même source.

R.N./APS

Hamid Grine est formel :

«La professionnalisation de la presse se poursuivra...»



Ph/E. Soreyaji, A.

Le ministre de la Communication, Hamid Grine est catégorique. «Le projet de loi sur la professionnalisation de la presse se poursuivra quelles que soient les circonstances», a-t-il déclaré jeudi passé à Alger. La professionnalisation de la presse est au centre des préoccupations du ministre de la Communication qui a décidé de poursuivre ce chantier jusqu'au bout. «Nous concrétiserons le projet du président de la

République relatif à la professionnalisation de la presse quelles que soient les circonstances», a souligné Grine lors d'une conférence de presse à l'issue d'une rencontre sur «l'éthique de l'information», précisant que c e l a «interviendra dans les six ou huit prochains mois». La professionnalisation de la presse passe par la formation, l'éthique et la conscience, a-t-il soutenu. Evoquant la formation, il a regretté qu'un nombre réduit de journaux consacre 2% de leurs recettes à la formation, comme le prévoit la loi. Pour le ministre la liberté d'expression et le pluralisme médiatique ne veulent pas dire insulte, diffamation et violence verbale pour l'audiovisuel et écrite pour la presse écrite. Par ailleurs, le ministre de la Communication, rappelle aux correspondants des chaînes et des journaux étrangers en Algérie la nécessité de respecter les lois algériennes et l'éthique de la profession et d'éviter l'insulte, la violence et la diffamation, faute de quoi ils se verront retirer leurs accréditations. Il a souligné que l'Etat algérien avait le droit de ne pas renouveler l'accréditation des correspondants des chaînes et des journaux étrangers qui insultent, diffament ou usent de violence verbale ou écrite, ajoutant que «les cor-

respondants étrangers doivent respecter les règles».

S'agissant de la carte nationale de journaliste professionnel, M. Grine a fait savoir que la commission provisoire avait délivré quelque 2 300 cartes à ce jour, ajoutant que l'opération se poursuivra au cours des six prochains mois avant l'élection des membres du conseil d'éthique et de la commission permanente de la carte de journaliste. Pour la loi sur la publicité, le ministre a précisé que le texte était «prêt». Les journalistes pourront le consulter dans trois mois, a-t-il dit.

Pendant, Grine a salué la création du Prix Assia Djebar par l'Anep. «Cette initiative visait à promouvoir la littérature et l'écriture en Algérie», a-t-il indiqué, précisant que «l'Anep est prête à collaborer avec l'Enag, qui relève du ministère de la Culture, pour la concrétisation de ce projet».

De son côté, le président-directeur général de l'Anep, Ahmed Boucenna, a affirmé que le projet de création du prix Assia Djebar est à un «stade avancé», précisant que les membres du jury avaient été nommés et que le règlement intérieur avait été élaboré. Le site Web du prix sera, quant à lui, lancé «incessamment», a-t-il conclu.

Louiza Ait Ramdana

— Lamamra rassure sur l'aspect positif de la rencontre d'Alger —

L'Algérie dément l'appui à une partie en Libye

■ Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a démenti les allégations que l'Algérie soutiendrait une partie en Libye, affirmant que «l'Algérie reconnaît comme tels, les Etats et non les gouvernements».

La situation en Libye reste toujours chaotique, cependant en acceptant déjà le principe de dialoguer, il y a espoir de retour de la stabilité dans ce pays, qui est indispensable pour toute la région. Au moment où certains s'attendaient à une intervention militaire en Libye, notamment avec la menace terroriste dans ce pays et la présence de ce qui s'autoproclame Etat Islamique «Daech», l'Algérie semble réussir l'étape de convaincre les Libyens pour lancer un dialogue sérieux. A cet effet, des voix se sont élevées pour accuser l'Algérie de vouloir appuyer les fidèles du défunt Kaddafi.

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra a démenti le fait que l'Algérie soutient une partie ou une autre en Libye, en affirmant que «l'Algérie reconnaît comme tels, les Etats et non les gouvernements».

Pour Lamamra, l'Algérie «s'emploie actuellement à trouver une issue à la crise en Libye et traite avec les différentes parties libyennes». A ce propos, il a rappelé que l'Algérie a été la destination de quelques responsables libyens, comme c'est le cas du président du Parlement libyen élu ainsi que la participation des différentes formations politiques libyennes à la réunion d'Alger tenue ces deux derniers jours.

Dans une conférence de presse animée conjointement jeudi dernier avec son homologue tunisien, le chef de la diplomatie algérienne, a tenu à rappeler que l'Algérie avait été chargée, dans le cadre du grou-



Ramtane Lamamra, ministre des AE

pe des pays voisins de la Libye, de la mission de coordination sécuritaire avec tous ces pays voisins, ajoutant que des contacts existaient entre ces pays et les différents acteurs en Libye, à l'exclusion des groupes terroristes. Il a révélé aussi que l'Algérie a été destinataire d'une invitation de l'Etat du Tchad pour participer à la réunion du groupe des pays voisins de la Libye au niveau ministériel.

L'Algérie avait reçu en toute discrétion plus de 200 représentants des différentes parties libyennes, et a abrité la première rencontre à Alger des pourparlers entre les parties libyennes. Ce qui est un pari réussi pour l'Algérie. Revenant sur cette rencontre, il a rassuré qu'il «existe une véritable entente sur les questions de base entre les parties libyennes participant à la réunion d'Alger», qualifiant cela

de «signal positif», d'autant qu'il s'agit de la première réunion de ces parties à Alger.

Dans ce contexte, l'Algérie et la Tunisie qui sont toutes deux concernées par le retour de la paix et la stabilité en Libye, avec les enjeux sécuritaires qui entourent la région, s'attendent à ce que la Libye surmonte l'épreuve qu'elle traverse et préserve son unité nationale et territoriale. Au lendemain de la rencontre d'Alger, de 20 dirigeants libyens, le ministre des Affaires étrangères tunisien, Taieb Baccouche s'est rendu en Algérie mercredi dernier pour se rassurer sur les premiers résultats de ses pourparlers.

Le ministre tunisien a souligné l'appui de son pays à cette démarche qu'il qualifie de «devoir à l'égard des peuples de la région». Il a également alerté sur le fait que les pays de la

région sont concernés par la situation en Libye. Dans ce sillage, il a affirmé que la Tunisie œuvrait à mettre un terme à la violence en Libye et était favorable aux rencontres entre belligérants, ajoutant que «la paix et la sécurité garantissent un climat propice aux investissements et au développement» qualifiant la proposition égyptienne de former une force militaire commune arabe pour lutter contre le terrorisme de non «réaliste».

Il a également exprimé son souhait de voir l'édification d'un Etat libyen «capable de lutter contre le terrorisme qui le ronge» précisant que le retour du consul général tunisien à Tripoli «s'inscrit dans le cadre de la préservation des intérêts des deux peuples et ne signifie nullement une reconnaissance d'une partie donnée».

Evoquant la question du siège de la Syrie pour le prochain sommet de la Ligue arabe, Lamamra a indiqué que l'Algérie «a déjà adopté une position mûrement réfléchie basée sur des assises juridiques». Il a ajouté que l'Algérie estime toujours que cette instance arabe doit être impliquée dans les efforts visant à trouver un règlement à cette crise et prête à dialoguer avec tous les antagonistes en Syrie. Pour sa part, le chef de la diplomatie tunisienne a souligné qu'«il est temps de passer à autre chose et le cadre arabe est le plus indiqué pour le règlement de la crise syrienne pour barrer la route à toute tentative d'ingérence étrangère dans ce pays arabe».

Nacera

Chennafi

— Selon l'ex-Premier ministre malien Moussa Mara —

L'accord de paix d'Alger en phase d'être conclu

Les composantes civiles et militaires de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) ont poursuivi leur réunion jeudi à Kidal dans le nord du Mali pour se prononcer sur l'accord de paix d'Alger qui, selon l'ex-Premier ministre malien Moussa Mara, «est en phase d'être conclu». Auteur d'une contribution publiée jeudi sur le site Maliweb, l'ancien Premier ministre, Mara Moussa, a déclaré que l'accord de paix «est en phase d'être conclu pour permettre à notre pays de se remettre durablement debout». M. Mara a rappelé que l'accord d'Alger, déjà paraphé par le gouvernement malien et les groupes politico-militaires, «traite des questions essentielles qui sont posées à nos gouvernants et à nous tous, citoyens maliens, et auxquelles nous devons contribuer à répondre en nous engageant dans son application, chacun à la place qui est la sienne». «Le texte est jugé équilibré par de nombreux observateurs» parce que, dit-il, «il n'a édulcoré aucun sujet et a proposé sur les dossiers compliqués les solutions de compromis demandant des efforts à nous tous, Etat, groupes armés, société civile tout en nous engageant à faire preuve de compréhension, d'ouverture et de sens de responsabilités

dans la mise en œuvre», a-t-il noté. «Les Maliens ont reçu le document avec circonspection, mais il reste entendu que si le document permet de ramener progressivement la sécurité, la paix, le regain des activités socio-économiques, le redressement de nos forces armées et de sécurité, l'amélioration des conditions de vie des populations, le retour des réfugiés, il sera de plus en plus accepté», a-t-il estimé. «C'est ce pari que nos gouvernants doivent essayer de tenir, avec le soutien de l'ensemble des forces vives du pays», s'est-il chargé de dire. Dans cette perspective, «il est utile de traiter avec tact les différents sujets sensibles évoqués dans le document pour gérer au mieux les réformes que cela nécessitera et bénéficier du soutien de nos concitoyens en ces moments-là», a-t-il enchaîné. «Il est tout aussi utile de profiter de certaines indications de l'accord pour enfin mettre l'Etat malien au diapason de la diversité de la société, libérer les énergies de nos compatriotes et les rendre enfin acteurs de leur existence», a-t-il encore écrit. «L'accord de paix et de réconciliation a proposé des solutions innovantes (...) pour faire sortir le Mali des difficultés. Ces solutions touchent à tous les aspects de la crise et

méritent d'être bien analysées pour pouvoir être mises en œuvre avec le maximum de chances de succès», a-t-il soutenu, citant les articles 29 et 30 qui consacrent l'engagement ferme à lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue, la criminalité transfrontalière. «Le Mali a l'opportunité de s'adosser sur l'accord de paix et de réconciliation pour se projeter de manière efficace dans le futur, avec les Maliens comme moteur, et le soutien de la communauté internationale. Il nous revient à tous, derrière nos autorités, de regarder dans la même direction et d'agir dans le même sens», a-t-il conclu. D'autre part, les structures de la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad) ont poursuivi jeudi, pour la deuxième journée consécutive, leurs réunions avec les leaders communautaires, les chefs de villages et de factions, les représentants des chefferies traditionnelles, les associations de jeunes et celles de femmes, a expliqué Moussa Ag Assarid, représentant du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) auprès de l'Union européenne (UE) dans un entretien au site électronique Maliweb.

Lyes D./APS

LA QUESTION DU JOUR

Alliance contre-nature

Suite de la page une

Quand on en arrive là, il faut s'attendre soit à un bouleversement politique, dont l'épicentre est extérieur à la classe politique, et qui va la remodeler en entier, soit que c'est seulement cette classe politique qui ayant atteint ses limites donne les premiers signes de sa désintégration prochaine, en quelque sorte de sa mort naturelle. Autrement dit, on est dans ce cas à la veille soit d'un grand changement politique, qui ne peut pas ne pas la recomposer, soit à celui de sa seule décomposition. Il serait intéressant de savoir de quoi cette alliance appelée la CNLTD est le signe, d'une recomposition ou d'une décomposition, même si effectivement ces deux moments ne sont pas, du moins, en règle générale sans renvoyer l'un à l'autre. Le fait qu'elle regroupe des formations que tout séparerait dans un passé pas si lointain fait pencher la balance dans le sens de la décomposition sans perspective, à une fin de vie autant dire, plutôt qu'à celui de la recomposition, à un renouvellement donc, celui-ci se traduirait-il par une complète transformation des éléments concernés. Prenons deux exemples, celui du RCD et du MSP, dont on peut dire qu'ils constituent à eux seuls la substance de la CNLTD. On peut imaginer que telle personnalité, ou tel sigle, se retire de l'alliance, sans que ce départ fasse éclater cette dernière. C'est bien ce qui se produirait en revanche, si c'est l'un ou l'autre de ces deux partis qui annonçait son retrait. La CNLTD pourrait continuer d'exister même sans Ali Benflis et son parti, d'ailleurs en voie de constitution. Mais c'en serait fini d'elle si c'est le RCD ou le MSP qui s'en allait. A plus forte raison, si ce sont les deux qui la quittaient en même temps. De sorte qu'on peut dire dès maintenant que la CNLTD n'est en fait qu'une alliance entre le RCD et le MSP, à laquelle se sont ralliés d'autres partis et personnalités. Une alliance d'un parti laïque, mais qui est aussi partisan de l'abrogation du code de la famille, et d'un autre qui n'est pas laïque, et pour qui la femme n'est pas l'égal de l'homme, en tout cas pas au sens que cette égalité revêt aux yeux du premier. Une alliance de cette nature ne peut se nouer qu'entre deux partis qui sont déjà morts dans leur première forme, mais qui soit ne s'en sont pas encore aperçus soit font semblant de ne pas le voir. Il a suffi d'attendre le 8 mars, scandé cette fois-ci par le vote à l'APN d'un amendement du code pénal visant à une meilleure protection de la femme, pour voir dans tout son relief l'assortiment contre-nature qu'ils forment ensemble.

M. H.

Flambée des prix de la pomme de terre

Intempéries et manque de main-d'œuvre pointés du doigt

■ Les fortes chutes de pluies et le manque de main-d'œuvre sont les principaux responsables de cette augmentation continue du prix de la pomme de terre, a déclaré, jeudi, Le ministre de l'Agriculture.

Par Thinhinene khouchi

La chute de pluie causant la flambée du prix de la pomme de terre ainsi que d'autres légumes, a immobilisé les agriculteurs, et le manque de main-d'œuvre a retardé la récolte de ce légume amplement apprécié par le citoyen algérien.

Le ministre explique en marge d'une séance de questions orales au Conseil de la Nation que l'Algérie a connu une pluviométrie très importante qui a repoussé la récolte de la pomme de terre et dont plus de 15 000 hectares n'ont pas été arrachés.

En plus des difficultés d'accès aux champs, a-t-il poursuivi, les producteurs n'ont pas trouvé suffisamment de main-d'œuvre qui accepte de travailler dans de pareilles conditions.

Ce produit de large consommation est cédé actuellement à 100 DA/kilogramme sur la majorité des marchés mais dans les quartiers chics de la capitale, le prix peut atteindre les 140DA/kilogramme, observe-t-on.

Le dysfonctionnement causé par les conditions climatiques défavorables a aussi profité aux spéculateurs pour augmenter les



PHE. Soraya/A.

prix, avancent des responsables de la filière. Au sujet du déficit de la main-d'œuvre dans le secteur agricole, le ministre a fait savoir que pour résoudre ce problème, le gouvernement étudie actuellement plusieurs solutions dont celle du renforcement de la mécanisation. «Le manque de main-d'œuvre agricole est un

problème ardu du fait qu'il affecte considérablement la productivité dans toutes les régions du pays sans exception», a-t-il relevé.

A propos de la création de nouvelles exploitations au sud du pays, Nouri a indiqué que cette région allait bénéficier de 250 000 ha de périmètres irrigués suite aux instructions don-

nées par le Président de la République lors du dernier Conseil restreint.

«Toutes les conditions sont réunies et les études ont été finalisées. Nous travaillons actuellement en collaboration avec le secteur des ressources en eau pour réaliser ce projet», a-t-il affirmé. Par ailleurs, le ministre a fait

savoir que tous les éleveurs ayant essuyé des pertes du fait de la fièvre aphteuse, connue en été dernier, ont été indemnisés.

Cette dernière épizootie a causé des pertes estimées à plus de 7 200 têtes bovines contre 9 000 têtes en 1999.

T. k.

Tizi Ouzou

La Direction de la culture cible le milieu carcéral par son programme

LES DÉTENUÉS des maisons de rééducation de la wilaya de Tizi Ouzou viennent de bénéficier d'un programme d'animation culturelle et littéraire à l'initiative de la Direction locale de la culture. Ce riche programme a touché les maisons d'arrêt de Tizi Ouzou, d'Azazga et de Draâ El-Mizan.

Les détenus de ces centres de rééducation ont eu droit à ces moments d'animations culturelles en découvrant une exposition de livres autour de l'histoire et de la culture algériennes œuvre de la maison d'éditions «ENAG» alors que les poètes Begriche Hacène et Touati Zoulikha ont fait leurs déclamations de poésie. Les détenus ont eu également droit à des moments d'humour et de détente avec les sketches Saïd Kellas. L'opération s'inscrit également dans le cadre de l'humanisation des conditions dans le milieu carcéral. La Direction de la culture de Tizi Ouzou n'est pas à sa première activité de ce genre puisque chaque année les maisons de rééducation de la wilaya sont intégrées dans son programme d'animation culturelle et littéraire au même titre que les autres établissements et lieux.

HAMID.M

- 43% de terres agricoles exploitées par des agriculteurs entre 18 et 40 ans. -

1^{er} colloque national des jeunes agriculteurs à Boumerdès

La Chambre de l'agriculture et du développement rural de Boumerdès prépare le 1^{er} Colloque national des jeunes agriculteurs qui se tiendra à Boumerdès du 16 au 18 mars à Boumerdès. Une rencontre qui permettra aux hôtes de Boumerdès de s'exprimer et visiter les exploitations agricoles notamment la culture sous serres, les vignes dans la région de Baghlija et Sidi Daoud et aussi les oliveraies. Outre ces dernières, il est programmé aussi une visite de l'abattoir avicole de Baghlija et quelques établissements d'élevages de bovins et les centres de stockage des produits agricoles, pomme de terre, oignons et viandes.

Outre ces dernières, des conférences animées par des spécialistes figurent au programme de cette rencontre entre profession-

nels du secteur. Lesquels ponctuées par quatre ateliers ayant trait à la formation et l'intégration socioprofessionnelle des jeunes agriculteurs dans le cadre associatif et corporatif et échange d'expérience, la politique publique pour l'accompagnement et l'intégration des jeunes agriculteurs afin de concrétiser le programme tracé par les pouvoirs publics, la gestion des ressources foncières pour la création de toutes les exploitations agricoles et la politique publique dans un dynamisme territorial steppe et les zones arides et sahariennes.

Le président Sadek Sabaoui, dans un point de presse qu'il a tenu au siège de l'Odej, a indiqué que 450 délégués émanant de 29 wilayas du pays seront au rendez-vous. Lesquels ont confirmé leur participa-

tion. Parmi lesquels il cite les wilayas du Sud: Tamanrasset, Ouargla, Illizi, Bêchar, Tindouf. Cette réunion sera ponctuée par un accord de partenariat entre les wilayas du Sud qui consiste en des échanges d'expériences et les techniques scientifiques sur le développement de certaines cultures, notamment la viticulture et la pomme de terre spécialités des agriculteurs de la wilaya de Boumerdès. Sadek Sabaoui n'a pas manqué de rappeler que 43% de terres agricoles sont exploitées par une population dont l'âge varie entre 18 et 40 ans. un taux appréciable, se targuera-t-il, avant d'ajouter que la structure départementale qu'il préside compte pas moins de 29 162 agriculteurs dont 12 615 jeunes de la catégorie citée.

A.Kichni

Infections contractées au cours des soins à Béjaïa

Une formation «Un soin propre est un soin sûr» lancée

Pour faire face aux infections contractées par les malades au cours des soins de santé dans les centres de santé, le Comité de lutte contre les infections nosocomiales du CHU de Béjaïa (CLIN), a élaboré un plan d'action qu'il a entamé sous le slogan «Un soin propre est un soin sûr». Ce plan vise à concrétiser une série d'objectifs, dont «l'établissement d'un calendrier pour la formation des référents en hygiène hospitalière, la mise en place d'une cellule de veille des infections associées aux soins, l'évaluation des Dasri, et des points de lavage des mains et l'état des lieux de la stérilisation aux blocs opératoires».

«Cette formation qui est destinée aux référents en hygiène hospitalière a déjà débuté et vise à approfondir les connaissances et la prévention des infections, aussi, identifier, analyser, clarifier les missions en hygiène et enfin définir le rôle du référent médical ou correspondant en hygiène hospitalière», indique Atmane Mehdi chargé d'information et de communication au CHU Khéllil Amrane de Béjaïa dans un communiqué qui nous a été transmis avant-hier. Et de préciser que «cette formation repose sur un certain nombre d'axes, à savoir la gestion de l'environnement par le nettoyage et la désinfection, les règles d'hygiène fondamentales,

les risques professionnels, les infections associées aux soins, les notions de microbiologie et immunologie, stratégie de prévention, les méthodes de surveillance, les principes de fonctionnement et en dernier le rôle des référents». Une autre formation dédiée aux agents de services figure, aussi, dans le plan de formation en question, souligne-t-on. «Chaque année, le traitement et les soins dispensés à des malades sont compliqués par des infections contractées aux cours des soins de santé», souligne-t-on. Et d'ajouter : «Certains patients se trouvent alors dans un état plus grave qu'il n'aurait été en situation nor-

male». Et certains doivent subir des hospitalisations prolongées, d'autres souffrent d'incapacité de longue durée et certains décèdent. «Indépendamment du coût humain, les systèmes de soins de santé supportent une charge financière plus lourde». Pour le chargé de communication du CHU «les infections liées aux soins présentent de nombreuses caractéristiques et un problème majeur de sécurité pour les patients». «Les causes sont multiples; elles sont liées à la fois aux procédures de soins et aux pratiques comportementales», poursuit-on.

Hocine Cherfa

L'Algérie à la conférence économique de Charm el-Cheikh

Volonté de conforter les relations avec l'Egypte

■ La participation de l'Algérie à la conférence économique de Charm El-Cheikh prévue du 13 au 15 mars, émane de sa volonté de soutenir l'Egypte et de sa détermination à renforcer ses relations avec ce pays.



Par Souad H.

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal représente l'Algérie à cette conférence à la tête d'une délégation de haut niveau. Ce rendez-vous économique verra participation de chefs d'Etat, de hauts responsables et d'environ 3 000 hommes d'affaires, d'investisseurs de 120 pays et des donateurs régionaux et internationaux, selon la délégation à la conférence. Ainsi, l'Algérie affiche sa volonté et sa détermination à raffermir ses relations bilatérales avec l'Egypte ainsi que sa solidarité en vue de soutenir la relance économique de ce pays qui fait face à de nombreux défis. Une participation qui reflète également la profondeur des relations entre les deux pays et leur volonté de consolider les liens de fraternité et de coopération pour les hisser aux plus hauts niveaux. L'Egypte présentera à cette occasion les réformes économiques initiées notamment pour ce qui est de l'investissement étranger. L'Egypte est le premier client

arabe de l'Algérie et le 15^e dans le monde avec un volume d'échanges commerciaux de 1,107 milliard de dollars en 2014

dont 575 millions représentent les importations algériennes d'Egypte et 532 millions d'exportations vers ce pays, ajoute la

même source. Plusieurs sociétés égyptiennes sont engagées dans plusieurs projets en Algérie dans différents domaines notamment l'industrie, l'énergie, les travaux publics et les télécommunications. Les relations algéro-égyptiennes ont enregistré une dynamique caractérisée notamment par l'échange de visites au plus haut niveau. La visite à Alger, en juin dernier, a consacré la première sortie officielle du président égyptien Abdelattah Al Sissi qui eut alors des entretiens avec le président de la République Abdelaziz Bouteflika. «Ma visite en Algérie a pour objectif de dégager une véritable entente et une vision conjointe des intérêts communs et des défis qui se posent aux deux pays et à la région», avait alors déclaré le président Al Sissi. Les ministres des deux pays ont échangé des visites dans le cadre de la tradition de concertation et de coordination sur des

questions d'intérêt commun notamment arabes et africaines. Dans le même sillage, la 7^e session de la haute commission mixte s'est réunie en novembre 2014 au Caire sous la présidence conjointe du Premier ministre Abdelmalek Sellal et son homologue égyptien Ibrahim Mahlab. Cette réunion a été sanctionnée par la signature de 17 accords et memorandum d'entente couvrant plusieurs secteurs dont l'énergie, l'industrie, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle. M. Sellal avait alors exprimé la volonté de l'Algérie de construire un axe stratégique entre les deux pays reposant sur une vision claire. En marge de cette session le Premier ministre a été reçu par le président égyptien Al Sissi auquel il a remis un message du président Bouteflika.

S.H./APS

Développement industriel

Vers la création de plusieurs clusters

Des clusters (pôles de compétitivité) dans différentes filières sont en cours de mise en œuvre et d'autres en cours de création, a indiqué, jeudi, à Oran, le directeur général de la PME au ministère de l'Industrie et des Mines, en marge du Salon international «SIAG 2015». «Après la filière boissons qui s'est regroupée pour créer un cluster (Boissons Soummam) et qui vient d'obtenir son registre de commerce en tant que groupement d'intérêts communs, les filières dattes, mécanique de précision, et électronique sont en cours de formation pour mettre sur pied leurs propres clusters», a précisé Mebarek Abdelghani. Le cluster est un instrument créé sous l'égide de la DG PME du ministère de l'Industrie et bénéficie de l'accompagnement de l'organisme allemand «GIZ» chargé de la coopération. Il est destiné à développer les exportations hors hydrocarbures, soutenir la compétitivité, à réduire les exportations et assurer un meilleur accès aux marchés dans un contexte économique mondial extrêmement difficile et compétitif. «Les PME qui fonctionnent isolément

ont du mal à se développer et à arracher des parts de marché dans le contexte actuel. Quand elles se regroupent pour des intérêts communs, elles ont plus de capacités à se développer et à produire des plus-values en productivité, à améliorer leur compétitivité et à trouver tous les appuis nécessaires», a-t-il souligné. Partant de là, l'Etat à travers le ministère de l'Industrie et des Mines encourage les entreprises à s'organiser de cette manière. Des actions ont été lancées en direction de certaines filières. Pour Mebarek Abdelghani, d'autres filières intéressées par la création de clusters, telles que la plasturgie, l'économie numérique, bénéficieront de l'appui de l'Etat et aussi d'accompagnement, de l'expérience et du savoir-faire allemand en la matière. Ainsi, un cluster de la filière «tomate industrielle» est prévu, dans la mesure où les wilayas du Nord-Est (Guelma, Annaba et El Taref) constituent une région réputée pour sa culture de la tomate. Selon le même responsable, cette filière dispose d'avantages comparatifs certains et mesurés. «Toutefois, un travail énorme

reste à faire pour réorganiser cette filière et permettre de tirer profit de ses avantages pour le développement de la région et par conséquent l'économie du pays», a-t-il ajouté. Pour les avantages compétitifs, le cluster permet un partage des moyens logistiques, des achats groupés, une baisse des coûts, un meilleur accès aux marchés et une étroite collaboration entre université et le secteur de l'industrie, ce qui favorisera l'innovation, a-t-on ajouté. Les organisateurs du Salon international de l'agroalimentaire (SIAG) ont programmé pour ce jeudi plusieurs communications dont «l'accompagnement du Programme GIZ aux clusters», «les agropoles», et «clusters et technologies dans les pays du Maghreb» ainsi que la présentation du cluster «Boissons Soummam». La 3^e édition du Salon s'est ouverte, mercredi, au Centre des conventions d'Oran, avec la participation de quelque 150 exposants représentant 11 pays et versés dans différents créneaux de la filière agroalimentaire.

Lamia K.

Journée internationale de la femme 2015 Ooredoo célèbre la femme algérienne

Pour la dixième année consécutive, Ooredoo célèbre la Journée internationale de la femme, en rendant hommage à la femme algérienne et honorant pour cette édition de grandes figures de la scène artistique, culturelle, historique, médiatique et sportive.

Lors d'une cérémonie organisée dans la soirée du mercredi, à l'hôtel El Aurassi à Alger, Ooredoo a rendu d'émouvants hommages à des femmes algériennes qui ont laissé leur empreinte. La cérémonie s'est déroulée dans une ambiance chaleureuse et conviviale, rehaussée par une animation artistique assurée par la musicienne Mona du groupe «Les Orientales» qui a gratifié les convives de belles chansons du patrimoine musical algérien.

En présence de Madame Zohra Dardouri, ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, d'officiels, de représentants du mouvement associatif et culturel, du monde sportif et des médias, Ooredoo a rendu un hommage posthume à trois légendes qui nous ont quittées en 2015, à savoir : Jacqueline Guerroudj, la moudjahida aux engagements exceptionnels, Assia Djebar, la Voix immortelle de l'émancipation de la femme et Fatima Berber, l'icône populaire du cinéma algérien. Ooredoo a également honoré de grands noms issus de divers secteurs: Chafia Boudraa, la Grande dame du cinéma algérien ; Baya Zitounne, la militante infatigable pour les droits de la femme rurale ;

Zehour Ghidouche, la Gloire du handball algérien et Sabiha Chaker, l'animatrice vedette du petit écran. Dans son message aux Algériennes, Joseph Ged, directeur général de Ooredoo, a notamment déclaré : «Ooredoo est heureux de marquer ses 10 années d'engagement sincère aux côtés de la femme algérienne. Une décennie durant laquelle Ooredoo a tenu à mettre à l'honneur la réussite, le courage, le succès et la créativité des Algériennes de divers horizons. La femme algérienne reste pour nous une source d'inspiration, un exemple de réussite et de détermination. Merci d'écrire chaque jour les pages glorieuses de l'Algérie qui gagne grâce à ses femmes». Durant ces dix dernières années, Ooredoo s'est

engagé aux côtés de la femme algérienne et a célébré chaque année la journée du 08 mars à travers des hommages rendus à des femmes qui se sont illustrées dans leurs domaines respectifs : la femme moudjahida, la femme écrivaine, la femme artiste, la femme des corps constitués, la femme des médias, la femme rurale, la femme sportive, la femme manager et la femme activant dans le mouvement associatif. En honorant ces illustres algériennes, Ooredoo met en avant le parcours de ces femmes qui ont marqué l'Histoire de l'Algérie et qui ont apporté leurs talents exceptionnels pour l'édification et le développement du pays.

L.A.R.

Tizi Ouzou

Formation-insertion au profit des handicapés

■ La wilaya de Tizi Ouzou compte au premier trimestre 2015 quelque 33 156 handicapés qui bénéficient des différentes aides de l'Etat comme l'Allocation forfaitaire de solidarité (AFS), avons-nous appris auprès du directeur local de l'Action sociale et de solidarité (DASS), Hadj Bouchoucha.

Par Hamid Messir

S'exprimant, jeudi dernier, en marge de la célébration de la Journée nationale de l'handicapé au niveau de l'Ecole pour Enfants Handicapés Visuels (EEHV) de Boukhalfa (banlieue ouest de la ville de Tizi Ouzou), il a précisé que près de la majorité de ces personnes aux besoins spécifiques présentent un handicap mental (16 984) soit 51 %, plus de 11 128 handicapés moteurs soit 34 %, plus de 2 947 visuels soit 9 %, 1 743 auditifs soit 5 % et 334 polyhandicapés soit 1 %.

Toujours selon la même source, les communes de la wilaya de Tizi Ouzou où sont recensées plus de personnes handicapées sont Tizi Ouzou (3 307), Boghni (1 065), Draa El-Mizan (990), Draa Ben Khedda (928), Larbaa Nath Irathen (910), Makouda (810), Azazga (795), Tizi N'telatha (825), Quadhas (752), Timizart (729) et Ain El-Hamam (695). Et pour célébrer la fête de l'handicapé dans la wilaya cette année, les responsables de la DASS ont procédé à la distribution au profit de cette catégorie aux besoins spécifiques de 20 tricycles, 161 fauteuils roulants, 50 béquilles, 180 cannes



(cannes blanches et canadiennes), 22 matelas anti-escarres, 40 prothèses auditives, 11 déambulateurs et 10 fauteuils roulants de sport pour adultes pour la pratique du basket-ball et du handball. La distribution a eu lieu au cours d'une cérémonie qui a vu aussi la signature d'une convention entre l'Agence régionale de développement social (ADS) regroupant les wilayas de Tizi Ouzou, Alger, Tipaza et Boumerdès et la direction locale de la formation et l'enseignement professionnels portant sur l'ouverture de formations spécialisées au profit des personnes handicapées.

Selon le responsable de cette institution, Saidi Lalouani Abdelhak pas moins de 147 bénéficiaires d'AFS ont déjà exprimé le vœu de bénéficier d'une formation qui leur permettra par la suite de créer leur propre emploi dans les 5 spécialités spécifiques à leurs handicapés. Le but de cette convention est aussi, selon le même responsable, de mettre fin à la culture de l'assistanat en accompagnant ces handicapés, une fois leur formation achevée, pour les orienter et les sensibiliser sur l'accès aux micro-crédits pour la création de micro-entreprises. Cette expérience pilote avait été

menée dans la wilaya de Boumerdès où quelque 130 handicapés avaient bénéficié de ce dispositif formation-insertion avant son élargissement aux wilayas de Tipaza et Tizi Ouzou en attendant sa généralisation à l'ensemble du territoire national.

Notons enfin, qu'un riche programme d'animation artistique présenté par des enfants handicapés issus de l'EEHV de Boukhalfa a marqué cette célébration à laquelle étaient présents les autorités et les représentants du mouvement associatif.

H. M.

El Tarf

La ville se prépare pour la prochaine saison estivale

D'importants travaux d'aménagement ont été engagés au chef-lieu de wilaya d'El Tarf, en prévision de la saison estivale 2015, a indiqué jeudi, le président de l'Assemblée populaire communale. Longtemps reléguée au second plan du fait que les efforts se concentraient jusque-là sur les villes côtières, principalement El Kala qui attire chaque été des milliers de touristes, la ville d'El Tarf entame sa toilette afin d'être au rendez-vous, a déclaré Hatem Tahri. Ces travaux portent sur la réalisation d'une place publique, appelée à devenir le lieu de rendez-vous de prédilection dans cette commune où loisirs et bien-être seront «bientôt» réunis pour permettre aux Tarfinois

de profiter pleinement de leur ville et offrir aux visiteurs un visage plus accueillant. Les travaux «progressent à un rythme soutenu», a indiqué le président de l'APC en affirmant que «la place de l'indépendance» qui sera inaugurée à l'occasion du double anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse, coïncidant avec le 05 juillet de chaque année, sera le nouveau lieu de détente et de promenade des habitants. Avec l'installation en cours de 300 candélabres à travers la ville et l'aménagement des principales artères de la ville, El Tarf aura, a estimé le même source, un meilleur aspect. Une dizaine de jets d'eau seront implantés aux quatre sorties et entrées de la ville, ainsi

qu'à travers ses principaux repères (université, place publique).

Le nettoyage des cités des ordures et la poursuite des campagnes de désherbage le long des routes sont, par ailleurs, au centre des préoccupations des élus de cette commune, avec le concours du programme «Blanche Algérie» qui mobilise chaque année des centaines de jeunes travailleurs. L'embellissement de la ville avec des plants d'ornement divers, entrant dans l'amélioration urbaine, se poursuit depuis près de deux ans, à la faveur d'un programme de réhabilitation d'un montant de l'ordre de 1,4 milliard de dinars.

Salim O./APS

Médéa

Dix-sept nouveaux projets d'investissement agréés par le Calpiref

Dix-sept nouveaux projets d'investissement ont été validés à Médéa par le Comité local d'assistance à la localisation, la promotion de l'investissement et la régulation du foncier (Calpiref), sur un total de 23 projets examinés en mars courant par le Comité, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur de l'industrie, de la PME et de la

promotion de l'investissement. Ces nouveaux projets couvrent, selon Lotfi Rezzoug, les domaines de l'agroalimentaire, les services et la petite industrie de transformation et la récupération, et devraient générer, une fois opérationnels, pas moins de 1 000 emplois directs et autant d'offres d'emplois assurées en aval des projets en

question, a-t-il expliqué. Parmi les projets ayant obtenu le quitus du Calpiref, le même responsable a évoqué un projet de fabrication d'engrais organiques et une unité de récupération et transformation de papier et de plastique, qui seront implantés respectivement à Bougezoul et Berrouaghia. D'autres projets consistant en la

réalisation de complexes avicoles, localisés à Zoubiria et Chahbounia, ainsi que des infrastructures hôtelières et touristiques, prévues au centre-ville de Médéa et sa périphérie, figurent également parmi les dossiers d'investissements agréés par le Calpiref, a par ailleurs, souligné M.Rezzoug.

N.T.

Tiaret 15 500 ha réservés pour la création d'exploitations agricoles

QUELQUE 15 500 ha ont été réservés pour la création d'exploitations agricoles dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris jeudi, auprès de la direction des services agricoles (DSA). Cette superficie représente la deuxième tranche des terres réservées par la wilaya au titre des lois 83/18 et 87/19 et 10/03 portant sur des terrains agricoles destinés à l'investissement. Ces terres destinées aux investisseurs de différentes wilayas du pays sont situées dans la commune de Sidi Abderrahmane (850 ha), Chéhima (2 160 ha) et Rechaigua (12 490 ha). La journée de ce jeudi a été fixée comme dernier délai pour la réception des dossiers pour bénéficier de ces terres. Ces dossiers seront étudiés par une commission de wilaya qui devra distribuer ces terres aux demandeurs réunissant les conditions fixées par les lois précitées. La première tranche de cette opération a concerné une superficie de 76 000 ha au niveau de huit périmètres agricoles des communes de Sidi Abderrahmane, Sirghine, Chéhima, Ain Dhab et Rechaigua. Le chef du service de l'investissement et d'appui agricoles de la DSA a souligné que ces terres sont réservées aux investisseurs disposant de moyens financiers alors qu'une partie sera destinée aux jeunes de la région.

A.O./APS

Oran Un programme pour booster le taux de couverture en gaz de ville

LE TAUX de raccordement au réseau du gaz devra augmenter dans la wilaya d'Oran à plus de 84% après la concrétisation de 65 opérations devant être lancées dans un mois, a-t-on appris jeudi, du P-DG de la société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO Ouest). En marge de la cérémonie de remise de bus de transport scolaire, des équipements de nettoyage des plages et subventions aux entreprises publiques de wilaya, Ghoul Nouredine a souligné que le taux de raccordement au réseau de distribution du gaz naturel est actuellement de l'ordre de 76 pour cent. «Ce taux sera revu à la hausse à plus de 84% à la faveur des actions prévues», a-t-il ajouté. La wilaya a bénéficié d'un programme comportant 65 actions pour alimenter plus de 23 000 habitants en gaz de ville. Le coût de ce programme est de plus de 5 milliards DA. Il sera lancé dans un délai d'un mois, a précisé le responsable. Ce programme cible des communes non alimentées en gaz de ville qui sont Boufser, El Ancor, Tafraoui, Boufatis et Ain El Kerma ainsi que des villages qui leur sont rattachés, selon le directeur local de l'énergie, Amer Mohamed.

B.L.



Pour protester contre la création du Conseil supérieur de la magistrature

Grève des magistrats en Tunisie

■ Cette grève avec présence sur les lieux de travail, intervient à l'appel de l'Association des magistrats tunisiens (AMT) et du Syndicat des magistrats tunisiens (SMT).

Par Maya F. /APS

Les magistrats des ordres judiciaire, financier et administratif dans tous les tribunaux tunisiens ont observé jeudi une grève pour protester contre le projet de loi portant création du Conseil supérieur de la magistrature, a rapporté un média officiel. Cette grève avec présence sur les lieux de travail, intervient à l'appel de l'Association des magistrats tunisiens (AMT) et du Syndicat des magistrats tunisiens (SMT).

La présidente du SMT, Raoudha Laabidi, citée par l'agence TAP, a appelé «au respect de la Constitution et à l'application des ses dispositions portant sur la création du Conseil supérieur de la magistrature». Elle a appelé les députés de l'Assemblée des Représentants du peuple à «revoir ce projet de

loi avant son adoption, étant donné les nombreuses lacunes qu'il comporte et qui, selon elle, ne garantissent aucunement l'indépendance du pouvoir judiciaire».

Ce projet de loi, a-t-elle ajouté, «confère à l'exécutif (président de la République et Chef du gouvernement) des attributions qui ne sont pas énoncées dans le texte de la Constitution».

Pour sa part, la présidente de l'AMT, Raoudha Karafi, citée par la TAP, a indiqué que l'Association «a appelé à la tenue, en urgence, d'une réunion du Conseil national, samedi prochain, au siège de la Cour d'appel de Sfax pour examiner l'évolution des événements et réfléchir aux nouvelles formes de protestation». Elle a également plaidé «en faveur d'un Conseil supérieur de la magistrature ouvert et représentatif des différents corps



Ph.: DR

du système judiciaire», soulignant «la nécessité de la présence de la société civile au sein de ce Conseil».

Le projet de loi sur le Conseil

supérieur de la magistrature a été approuvé, mercredi, en Conseil des ministres et transmis au Parlement.

La Commission de législation

générale au Parlement entre jeudi l'examen de ce projet de loi.

M. F. /APS

Libye

Un policier blessé dans un attentat revendiqué par l'EI à Tripoli

Un policier a été blessé jeudi dans un attentat contre un poste de police à Tripoli, a annoncé un responsable de la coalition de milices qui contrôle la capitale libyenne, alors que les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) revendiquaient l'attaque. Selon Issam Naas, un responsable de Fajr Libya, l'attentat à l'explosif a visé le poste de police du quartier Zaouiyet Dahmani, dans le centre de Tripoli.

L'attaque a blessé un policier et provoqué des dégâts importants à la façade du poste et aux bâtiments voisins. L'attaque a été revendiquée sur des réseaux

sociaux par l'Etat islamique en Libye, «province de Tripoli» et des images montrant le poste de police en feu ont été diffusées.

Depuis la chute du colonel Mouammar Kaddafi en 2011, la Libye, livrée aux milices, est le théâtre de combats entre ces groupes d'anciens rebelles mais aussi entre ces milices et les forces gouvernementales.

Pour ajouter à la confusion, une série d'attaques revendiquées ou attribuées à l'EI, qui contrôle des pans entiers de territoire en Syrie et en Irak, a été perpétrée dans le pays ces dernières semaines.

Vendredi dernier, huit gardes ont été tués dans une attaque contre le champ pétrolier al-Ghani, dans le sud de la Libye, qui a été attribuée à l'EI. Dans cette attaque, quatre Philippins et cinq autres étrangers ont été enlevés, selon les autorités philippines. La capitale libyenne est contrôlée par Fajr Libya, une puissante coalition de milices, notamment islamistes, qui a installé un gouvernement parallèle à Tripoli après en avoir chassé le gouvernement reconnu par la communauté internationale. Après la prise de Tripoli en 2014, le gouvernement reconnu par la communauté internationale, ainsi que le

Parlement, ont dû se réfugier dans l'est du pays. Depuis la chute en octobre 2011 du régime de Mouammar Kaddafi après huit mois de révolte populaire, les attentats se sont multipliés en Libye, mais n'avaient que rarement été revendiqués.

Ces attaques visaient notamment des sites militaires ou de la police, mais rarement la population civile comme c'est le cas à Al-Qoba, où la plupart des victimes se trouvaient dans une station-service, faisant la queue pour se ravitailler en essence, en raison d'une pénurie de carburant dans la ville.

Salim J./agence

Aides humanitaires aux réfugiés sahraouis

Des Eurodéputés mettent à nu les allégations de détournement

Des Eurodéputés ont mis à nu les manœuvres entourant la polémique sur les allégations de détournement de l'aide européenne aux réfugiés sahraouis. Ainsi, en réaction aux manœuvres menées en sous-main, par le truchement de certains représentants parlementaires au service du fait colonial au Sahara occidental, concernant les allégations de détournement de l'aide humanitaire de l'Union européenne (UE) dans les camps des réfugiés sahraouis à Tindouf, plusieurs eurodéputés ont décidé de réagir pour apporter des amendements substantiels au projet de rapport élaboré par la présidente de la Commission du contrôle budgétaire du Parlement européen.

Dans leurs propositions d'amendements, ce groupe d'eurodéputés met en cause «une partie étrangère», en l'occurrence un cabinet d'avocats mandaté par une mission diplo-

matique non européenne à Bruxelles, pour exhumer le rapport OLAF (office européen de lutte antifraude), vieux de 10 ans, dans le cadre d'une instrumentalisation visant à nuire aux intérêts des réfugiés sahraouis et ce, à la veille du réexamen de la question du Sahara occidental par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Ces eurodéputés ont rappelé que suite à ce rapport élaboré en 2007 par l'OLAF, la Commission européenne avait adopté les mesures nécessaires, en réévaluant avec cet organisme le nombre de réfugiés, en adaptant son aide à ce nouveau chiffre, et surtout que compte tenu de «l'absence de preuves qui auraient pu ouvrir le recours aux procédures administratives ou judiciaires», l'OLAF avait tout simplement décidé de clore cette affaire «où les manipulations de la part d'une partie européenne sont avérées».

Enfin, pour illustrer la caducité de ce rapport et rejeter les manœuvres qui ont entouré son élaboration, ces mêmes eurodéputés ont souligné que la Commission européenne avait déjà pris toutes les mesures nécessaires en vue de renforcer l'architecture de contrôle de l'acheminement de cette aide aux camps des réfugiés sahraouis dans le cadre d'un suivi régulier et rigoureux des opérations menées par le personnel de la DG ECHO. Ils ont dénoncé «ceux qui instrumentalisent cette polémique infondée» pour priver les réfugiés sahraouis d'une aide humanitaire vitale, ce qui serait en contradiction avec la position forte du Parlement européen en faveur des réfugiés sahraouis. Le président du Croissant-Rouge sahraoui (CRS), Yahia Buhobeini, avait mis en garde en janvier dernier la communauté internationale contre les tentatives visant à décourager les

donateurs dans l'octroi de leurs aides aux réfugiés sahraouis après l'exhumation d'un rapport européen sur l'aide humanitaire datant de 2007.

M. Buhobeini avait indiqué que «le but de sortir ce rapport, qui n'a rien à voir avec la réalité sur le terrain, est de décourager les donateurs d'octroyer leurs aides aux réfugiés et, par la même, dégrader la situation humanitaire dans les camps de réfugiés sahraouis». Après avoir indiqué que les informations en possession du CRS font état d'«agissements d'individus activant pour le compte du Maroc au moment où l'UE n'a jamais établi l'existence de détournement des aides humanitaires dans les camps de réfugiés sahraouis», M. Buhobeini avait appelé la communauté internationale à «ne pas tomber dans le piège de la manipulation et des mauvaises intentions». Toutes les étapes d'acheminement des aides

humanitaires vers les camps des réfugiés sahraouis dans le sud-ouest algérien (achat, transport, stockage, distribution, etc.) sont soumises à un monitoring qui écarte tout risque de détournement, avaient souligné, de leur côté, les représentants du bureau humanitaire de la Commission européenne (ECHO) pour le Maghreb et du Programme alimentaire mondial (PAM), respectivement Hervé Caiveau et Francesca Caponera. «Les aides humanitaires, dont des denrées alimentaires, sont contrôlées dès leur acquisition jusqu'à la distribution aux destinataires. Le contrôle se fait pendant le transport, au niveau de l'entrepôt central, pendant le stockage, au départ des camions vers les camps de réfugiés, au moment même de la distribution ainsi qu'après la réception par les bénéficiaires de l'aide», avait expliqué M. Caiveau.

R.G./APS



Irak

Le siège de Tikrit se renforce, l'EI accepte l'allégeance de Boko Haram

■ Des milliers de soldats irakiens assiègent la ville de Tikrit en attendant de mener l'assaut contre le groupe État islamique (EI), qui a accepté jeudi l'allégeance de Boko Haram et promis de nouvelles victoires.

Par Ali O.

Moins d'une semaine après l'annonce par le groupe islamiste nigérian Boko Haram de son allégeance à l'EI, les jihadistes ont annoncé la «bonne nouvelle» de l'expansion du «califat» en Afrique de l'Ouest.

Dans un enregistrement audio diffusé sur internet, un homme présenté comme le porte-parole du groupe extrémiste sunnite, Abou Mohamed al-Adnani, explique que «le calife», Abou Bakr al-Baghdadi, a accepté «l'allégeance de nos frères du groupe sunnite pour la prédication et le jihad», nom en arabe de Boko Haram.

Appelant les musulmans à rejoindre les rangs des combattants en Afrique de l'Ouest, Adnani a par ailleurs balayé les revers subis ces dernières semaines en Irak.

L'EI s'est emparé de larges pans du territoire irakien depuis juin et de grandes zones en Syrie voisine, et y a déclaré un califat. Mais une coalition internationale

mise sur pied par les États-Unis frappe depuis août les jihadistes en Irak, appuyant des offensives terrestres de l'armée et de milices chiites, qui sont parvenues à reprendre du terrain après plusieurs semaines de débandade.

«Notre califat résiste et avance dans la bonne voie et à pas assurés. Nous combattons les croisés et la rafidah (la communauté chiite, ndr) et jour après jour, l'État islamique devient fort», a affirmé Adnani dans l'enregistrement. «Les victoires proclamées par la coalition ne sont que des victoires illusoire qui consistent en la reprise de petits pouces de terre en Irak», a-t-il lancé.

Cet enregistrement est diffusé alors que les forces irakiennes mènent une vaste offensive contre l'EI, à qui ils tentent de reprendre Tikrit, à 160 km au nord de Bagdad.

La bataille de Tikrit, une ville majoritairement sunnite et ex-fief de l'ancien dictateur Saddam Hussein, représente l'offensive la plus ambitieuse lancée par Bagdad pour reconquérir les

territoires occupés depuis l'été 2014 par l'EI.

Après 11 jours d'offensive, les militaires irakiens affirmaient jeudi que la reprise prochaine de Tikrit ne faisait guère de doute.

«Le temps est de notre côté, nous avons l'initiative» et «nous commençons à appliquer la deuxième phase de notre plan», a expliqué le ministre de la Défense, Khaled al-Obeidi en déplacement dans la province de Salaheddine, dont Tikrit est la capitale. «Tikrit est bouclée de tous les côtés» mais «nous ne voulons pas nous précipiter», a précisé le général de police Bahaa al-Azzawi, interrogé par l'AFP dans le secteur.

En attendant, les forces gouvernementales, fortes de plusieurs milliers d'hommes, tiraient sporadiquement à l'artillerie sur Tikrit, selon les journalistes de l'AFP.

Toutes les localités sur la rive orientale du Tigre étaient sous leur contrôle et les drapeaux noir et blanc de l'EI étaient recouverts de slogans hostiles.

Soldats, policiers et membres des Unités de mobilisation populaire, une force para-militaire principalement composée de miliciens chiites, ont réussi mercredi à entrer dans Tikrit.

Le commandant des Unités, Hadi al-Ameri, a affirmé qu'il n'y avait plus d'issue pour les quelques centaines de jihadistes terrés dans le centre-ville. Ils «ont deux choix: se rendre ou mourir», a-t-il prévenu. «Nous n'avons pas besoin d'attaquer, cela pourrait



faire des victimes dans les rangs de nos combattants», a-t-il ajouté.

L'avancée des forces gouvernementales est délicate car la technique des jihadistes est de truffer d'engins explosifs les lieux qu'ils s'approprient à quitter. «Nous n'avons pas face à nous des combattants au sol mais un terrain piégé et des snipers», a résumé un haut gradé. Aucun bilan de victimes depuis le début de l'offensive contre Tikrit n'était disponible, mais plusieurs dizaines de corps sont acheminés quasi quotidiennement à Bagdad et dans la ville sainte chiite de Najaf. L'incertitude demeure en outre sur le nombre de civils présents dans la ville.

En Syrie voisine, où le conflit entre dimanche dans sa cinquième année, plus de 50 soldats et rebelles ont été tués dans de violents combats près d'une colline stratégique de la province côtière de Lattaquié (ouest), fief du

clan de Bachar al-Assad, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Hier, le chef de la diplomatie américaine John Kerry doit discuter à Charm El-Cheikh en Egypte, où se tient une conférence économique internationale, avec le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi «d'un éventail de sujets bilatéraux et mondiaux, notamment les efforts de la coalition contre l'État islamique, la situation en Libye et la crise en cours en Syrie», selon le département d'État.

Washington a renouvelé jeudi son souhait de voir le président Assad démissionner, saluant, au quatrième anniversaire de la guerre civile, la bravoure des Syriens qui luttent contre la tyrannie.

Sur le terrain, les combattants kurdes ont réussi à stopper une offensive lancée la veille par l'EI, contre la ville kurde de Ras al-Ain, dans le nord de la Syrie, selon l'ONG.



Points chauds

Cynisme

Par Fouzia Mahmoudi

Jadis allié réticent mais objectif des socialistes, Jean-Luc Mélenchon s'est transformé depuis le début du mandat de François Hollande en parfait opposant qui ne laisse rien passer au gouvernement et qui n'hésite pas à critiquer verbalement les décisions et réformes de celui-ci. Cette semaine encore, le candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle de 2012, a dénoncé le «petit jeu» des déclarations chocs de Manuel Valls sur le Front national, une manière «très cynique» d'affaiblir la droite et de marginaliser la gauche de la gauche selon lui. «Ce que fait Manuel Valls est quelque chose de très cynique. Il désigne le Front national comme vainqueur d'avance de ces élections (départementales), de manière à encourager les électeurs, notamment ceux de droite à aller voter pour le Front national. Sa soi-disant peur est surtout une opération de siphonnage», a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur France 2. «Ils organisent en quelque sorte un petit jeu dans lequel les rôles sont répartis et où le Front national est l'outil qui permet de verrouiller le système», a insisté le député européen. «C'est une manière aussi de nous sortir nous, le Front de gauche et nos alliés, du paysage. Les Français auraient à choisir entre la guerre civile avec le FN, l'austérité sans fin avec le PS ou l'austérité sans fin avec l'UMP». Mais avec la forte abstention redoutée, «on voit bien que les Français n'acceptent pas» cette situation, a-t-il dit. Jean-Luc Mélenchon a critiqué un «chaos démocratique jamais vu» s'agissant des élections départementales du 22 et 29 mars prochain. «J'invite quand même les gens à se mobiliser et faire acte de citoyenneté, mes camarades sur le terrain se débattent de toutes leurs forces mais ils ont une difficulté énorme, on n'y comprend rien. Les cantons ont changé de taille, le mode de représentation n'est plus le même. Le Parlement n'a pas fini de définir quels sont les pouvoirs de ces prochaines assemblées. Et le bras droit de Valls, Carlos da Silva, a déclaré que les vocations avaient vocation à disparaître», a-t-il énuméré. «Il faut que le peuple français se mêle enfin de l'organisation des pouvoirs publics en France à travers la convocation d'une Constituante que le peuple fixerait et non des gens dans des bureaux», a conclu Mélenchon, initiateur d'un mouvement pour une VI^e République. Ainsi, il semblerait que la gauche soit plus divisée que jamais après que les écologistes eurent eux aussi fait connaître leur déception vis-à-vis du gouvernement de Manuel Valls. Et si les élections Départementales auront bientôt lieu, l'on pense surtout à la prochaine présidentielle où le PS risque d'être isolé et de ne pouvoir compter sur aucun vivier de voix supplémentaire après avoir aliéné tous ses anciens alliés. F. M.

Etats-Unis

Nouvelle manifestation à Ferguson sous tension

Ferguson était à nouveau sous tension après des tirs contre des policiers et une nouvelle manifestation jeudi soir tandis que les policiers du Missouri et du comté de St Louis ont été chargés du maintien de l'ordre dans cette petite ville du centre des États-Unis.

Une centaine de jeunes manifestants se sont rassemblés jeudi soir devant le poste de police de Ferguson, scandant des slogans et bloquant par moment la rue principale.

Plus tôt dans la soirée, une veillée aux chandelles de 45 minutes avait réuni une cinquantaine de personnes qui ont lancé un appel au calme, alors qu'une traque était toujours en cours pour retrouver le ou les tireurs ayant blessé deux policiers mercredi.

Jeudi, la municipalité de Ferguson avait annoncé que la police du comté de St Louis et la police des routes du Missouri prenaient, à partir de 18h00

(23h00GMT), «le commandement de la sécurité» dans la ville. Ces deux corps de police avaient déjà relevé la police municipale, accusée de brutalité, après les émeutes qui avaient suivi le 9 août dernier la mort d'un jeune Noir non armé, Michael Brown, tué par un policier blanc.

Mercredi soir, quelque 150 personnes s'étaient déjà rassemblées devant le poste de police local de cette ville qui a connu de nombreuses émeutes depuis la mort du jeune Brown.

Elles entendaient saluer la démission quelques heures plus tôt de Thomas Jackson, le chef de la police de la ville accusée une semaine auparavant, dans un rapport accablant du ministère de la Justice, de pratiques racistes quasiment routinières.

Lors de la dispersion de la manifestation, «trois ou quatre tirs» sont alors partis en direction des quelque 40 policiers encore stationnés, a raconté lors d'une

conférence de presse dans la matinée Jon Belmar, chef de la police du comté de St-Louis. Deux policiers ont été touchés au visage et à l'épaule mais avaient pu jeudi quitter l'hôpital.

Le ou les auteurs des tirs étaient toujours recherchés hier.

En milieu de matinée jeudi, une équipe du SWAT, l'équivalent du GIGN français, avait été filmée en train de perquisitionner une maison voisine du poste de police et interpellé trois personnes, selon le journal St Louis Post-Dispatch. Une récompense de 10 000 dollars (9 500 euros) a été proposée pour toute information sur les tueurs.

Le responsable policier a insisté à de nombreuses reprises sur le fait qu'il était «très difficile» d'assurer le maintien de l'ordre tout en protégeant le droit de chacun de manifester. «J'espère que chacun comprend cela, nous marchons sur des œufs», a-t-il dit.



Selon la ministre de la Culture Nadia Labidi

L'œuvre de Assia Djebar sera traduite en arabe

■ La ministre de la Culture Nadia Labidi a rendu hommage jeudi soir à la grande écrivaine Assia Djebar en traduisant ses œuvres en langue arabe. A ce propos, la ministre a précisé que la traduction de l'œuvre de Assia Djebar et des autres écrivains algériens ayant marqué de leur empreinte la culture algérienne est devenue plus qu'une nécessité.

Par Abla Selles

La ministre de la Culture, Nadia Labidi s'est engagée, jeudi à Alger lors d'une rencontre en hommage à la défunte Assia Djebar, à veiller à ce que l'œuvre de cette romancière soit traduite en arabe. Cette décision devra être accueillie par les amoureux des lettres avec beaucoup d'enthousiasme puisque elle aidera à enrichir les librairies algériennes et permettra aux lecteurs arabophones de découvrir l'œuvre de cette grande romancière.

Dans une allocution prononcée lors de cette rencontre organisée à la Bibliothèque nationale à l'initiative de l'Association algérienne pour les études philosophiques, M^{me} Labidi a évoqué l'apport de l'écrivaine à l'enrichissement de la culture algé-

rienne, mettant l'accent sur «l'importance de la traduction de l'œuvre de Assia Djebar et des autres écrivains algériens ayant marqué de leur empreinte la culture algérienne».

Organisé sous le thème «Assia Djebar, écrits et prestance», la rencontre a vu la participation de plusieurs écrivains et académiciens qui ont évoqué le parcours de la défunte et sa contribution à la promotion de la culture algérienne.

La rencontre a débuté par une intervention de l'écrivain Mohamed Sari qui a présenté un aperçu sur le parcours littéraire et académicien de la romancière. «Cette écrivaine est le miroir de la femme algérienne dans son combat, sa sincérité et l'amour qu'elle porte pour son pays», disait l'intervenant.

Le romancier Amine Zaoui, a



estimé pour sa part que Assia Djebar «a su allier les cultures amazighe, arabe et française», rappelant que la défunte avait contribué à la rédaction du quotidien «El Djoumhouria».

Le critique de cinéma, Ahmed Bejaoui, a, quant à lui, évoqué le parcours cinématographique de la romancière et les difficultés qu'elle avait rencontrées dans ce domaine. L'académicienne Afifa Berrarhi a pour sa part mis en

exergue la richesse de la personnalité de Assia Djebar.

Le romancier Lahbib Saih et le critique Mekhlouf Amer ont centré leurs interventions sur les problématiques de l'ouvrage «Loïn de Medine», de Assia Djebar.

L'écrivaine Assia Djebar qui a laissé un important legs littéraire, est décédée le 6 février dernier à Paris à l'âge de 79 ans. Parmi ses plus importantes œuvres,

l'on cite, «La Soif» et son dernier livre «Nulle part dans la maison de mon père».

A.S.

Festival de la production théâtrale féminine d'Annaba

«Ibn Battuta» remporte le prix de la meilleure représentation

La pièce «Ibn Battuta» du théâtre régional de Béjaïa a remporté jeudi soir le prix «Kaltoum» de la meilleure représentation théâtrale lors de la cérémonie de clôture de la 4^e édition du festival national de la production théâtrale féminine d'Annaba en présence d'une représentante du ministère de la Culture.

La comédienne Wahiba Baâli de Tamanrasset s'est vue décernée le prix de la meilleure interprétation féminine pour son rôle au monodrame «Rik echaytane» (La salive du diable) de l'association culturelle pour les arts dramatiques «Sarkhat errakeh» de la capitale de l'Ahaggar en présence également de grandes figures et de nombreux adeptes du 4^e art algérien national ainsi que des autorités locales.

Le prix de la meilleure interprétation masculine est revenu à Mustapha Miratia pour son rôle dans «Istidrak el-haraga» de l'association culturelle El-Marjoo d'Oran tandis que le prix de la meilleure mise en scène a été décroché par Chahinez Neghouach pour sa pièce «Nissaa El-madina» du théâtre régional de Constantine.

Les prix des meilleures chorégraphie, scénographie et musique sont allés respectivement à Azouz Abdelkader (Rik echitane), Mourad Bouchehir (Mona Louisa, TR Batna) et Salah Samaï (Mona Louisa, TR Batna).

Le prix du jury a été décerné à la coopérative «Banat hawa» de Béjaïa en encouragement de leur œuvre «El Mada 146». Le prix des meilleurs costumes est allé à «Nissaa El-madina», celui du meilleure texte et du

meilleur spectacle à «Ibn Battuta» du TR Béjaïa.

Dédiée à la défunte comédienne Fatiha Berber, cette quatrième édition du festival de la production théâtrale féminine organisée au théâtre régional Azeddine-Medjoubi a mis en lice 12 spectacles de six théâtres régionaux et six coopératives et associations.

Les participants au festival qui a donné lieu également à des ateliers de formation et des séances de critique des spectacles présentés ont recommandé d'élargir la participation aux prochaines éditions aux troupes maghrébines et arabes.

F.H.

Théâtre

Le corpus théâtral de Abdelkader Alloula bientôt réédité

Une nouvelle édition des textes du regretté dramaturge Abdelkader Alloula (1939-1994) verra bientôt le jour, a-t-on appris jeudi à Oran lors d'une journée commémorative de la 21^e année de l'assassinat de l'illustre figure du 4^e Art algérien.

Cette initiative a pour objectif de «mieux faire connaître l'œuvre et les parcours d'Alloula», a précisé la veuve du dramaturge, Raja Alloula, au cours de l'hommage tenu au théâtre régional Abdelkader-Alloula (TRO).

Le corpus textuel en voie d'édition sera publié en format

de poche, ce qui favorisera l'accessibilité du contenu à un maximum de lecteurs, a expliqué M^{me} Alloula, également présidente de la Fondation éponyme, basée à Oran.

La première édition de l'œuvre complète de l'auteur de la célèbre trilogie «Legoual» (Les dires), «Lejouad» (Les généreux) et «Lithem» (Le voile), remontée à 2010 à l'initiative des ayant droit avec le soutien du ministère de la Culture.

La retranscription de legs d'Alloula a pris forme dans trois volumineux tomes de plus de

400 pages chacun, comprenant aussi des illustrations-photos, des entretiens et autres commentaires en annexes.

Une exposition de photos et documents, une projection de film documentaire et une nouvelle pièce théâtrale intitulée «Hajret Essabr» étaient au programme de la journée commémorative animée au TRO en présence d'un public nombreux.

Adaptée par Mourad Senouci du roman de l'afghan Atiq Brahimi, «Hajret Essabr» (pierre de patience) est mise en scène par l'artiste française Guillemette

Grobon qui a, à son actif, plusieurs rôles à l'écran et nombre de collaborations bénévoles en Algérie pour la formation des jeunes comédiens.

L'œuvre a pour trame de fond les confessions d'une femme au chevet de son mari agonisant, rôle campé par la comédienne algérienne Adila Bendimerad, récompensée à l'échelle internationale pour ses prestations au théâtre comme au cinéma, dont son rôle dans le film «Le Repenti» de Merzak Allouache.

D.R.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Villa Abdellatif (El-Hamma)
Jusqu'au 20 mars :
Exposition de photographies «Révéler l'étoffe» de Maya-Inès Touam.

Galerie Sacré-Art
Jusqu'au 26 mars :
Exposition «Dialogue avec la création» de l'artiste Linda Bougherara.

Cinéma de Béjaïa
Jusqu'au 30 mars :
Projection du dernier long-métrage de Lyès Salem, l'Oranais

TNA Gallery
Jusqu'au 26 mars :
Exposition collective d'arts plastiques et de photographies «Hors Champ» par Mustapha Nedjai, Hellal Zoubir, Karim Sergoua, Rachi Djemai, Rachid Nacib, Malek Salah, Adlène Samet et Nasser Medjekane.

Palais de la culture Moufidi-Zakaria
Jusqu'au 29 mars :
«Portraits de femmes algériennes», exposition collective de peinture à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme
Jusqu'au 13 mars :
Quatrième Festival national de l'habit traditionnel algérien.

Librairie générale d'El-Biar (4, place Kennedy, Alger)
Samedi 14 mars à 14h :
Marieme Bennour signera son recueil de poésie Ta'rone athinat lahrou rouhi bilmoughadara (en arabe), paru aux éditions Thala.

Librairie Kalimat Les Mots
Samedi 14 mars à 14h30 :
Zoulikha Bekaddour signera son livre Ils ont trahi notre combat ! Mémoires d'une rebelle dans la guerre et l'après-guerre, paru aux Editions Koukou.

Cercle Frantz-Fanon de Riadh El-Feth
Jusqu'au 15 mars :
Exposition picturale d'artisanat d'art (peinture sur verre), présentée par l'artiste peintre Assia Boulhel.

Coup-franc direct



Qui encourage la violence ?

Par Anouar M.

Les acteurs de la balle ronde nationale ont tendance à divaguer en portant le chapeau à la presse et aux médias quand il s'agit de trouver les raisons qui amènent la violence dans certains stades du pays. Selon eux, les journaux qui rapportent des déclarations quelque peu «osées» de certains joueurs et autres présidents et entraîneurs font qu'ils incitent certains supporteurs à se comporter d'une manière quelque peu violente. La presse a-t-elle demandé à ces supporteurs de se comporter de cette manière dévastatrice et nourrir la haine entre eux ? Ce genre de déclarations sont reprises partout dans le monde, surtout quand il s'agit de derbys passionnants et qui sont suivis par une large frange de fans. Il ne faut pas donc mettre tout sur les gens des médias. Cette semaine, l'APC de Belouizdad a décidé de séparer la deuxième tribune du stade du 20-Août en deux pour séparer les supporteurs visiteurs des locaux. Mettre des barrières entre supporteurs encouragera certainement la violence étant donné que cela mettra encore plus de pression entre eux. Pourquoi ne pas penser à trouver d'autres solutions au lieu de mettre cette pression sur eux et qui fait que les fans se déplacent parfois à des heures inconvenables très tôt pour prendre place dans les travées du stade.

A. M.

Elections Fifa

Le Prince Ali Ibn Al-Hussein en visite à Alger

Le candidat au poste de président de la Fifa, le Prince jordanien Ali Ibn Al-Hussein, a effectué jeudi une visite de travail à Alger. Au cours de cette visite de deux jours, entrant dans le cadre des relations de coopération entre les deux pays, le Prince Ali Ibn Al-Hussein devait s'entretenir avec le ministre des Sports, Mohamed Tahmi hier vendredi à Djenane El Mithak à Alger, avec au menu les questions bilatérales liant les deux parties.

Vice-président de la Fifa, le Prince Ali Ibn Al-Hussein a déposé sa candidature pour présider cette instance, au même titre que le Portugais Luis Figo et le Néerlandais Michael van Praag. Le président en exercice, le Suisse Sepp Blatter, est également candidat à sa propre succession, pour un cinquième mandat. Le Congrès électif de l'instance dirigeante du football mondial aura lieu le lundi 25 mai 2015.

Championnat d'Afrique des clubs de volley-ball

Le NRBBa remporte sa cinquième victoire

Le NR Bordj Bou Arréridj, déjà qualifié pour les quarts de finale du Championnat d'Afrique des clubs champions de volley-ball messieurs, a dominé la formation égyptienne d'Al Ahly sur le score de 3 sets à 0 (25-22, 25-23, 25-23) jeudi à Sousse (Tunisie) en match comptant pour la cinquième et dernière journée de la phase de groupes. Avec cette victoire, la cinquième de suite en autant de matches, le NR Bordj Bou Arréridj prend la tête du groupe C avec 14 points devant son adversaire du jour (12 pts) qui n'avait concédé aucun set lors des quatre premiers matches joués. L'Etoile de Sétif, le second représentant algérien, s'est également qualifiée pour les quarts de finale du Championnat d'Afrique des clubs champions de volley-ball messieurs, grâce à sa victoire contre les Libyens du Ahly Benghazi sur le score de 3 sets à 1 (25-18, 25-17, 18-25, 25-21) lors d'un match disputé à la mi-journée dans le groupe D. Au total, sept clubs ont assuré leur qualification pour les quarts de finale de la compétition: l'Etoile du Sahel (club organisateur), et l'IR Tanger du Maroc (Poule A), Zamalek (Poule B), Al Ahly d'Egypte et NR Bordj Bou Arréridj (Poule C), Smouha d'Egypte et Etoile Sétif (Poule D). Le dernier ticket pour les quarts de finale se jouera ce jeudi entre l'Espérance de Tunis et les FAR du Maroc (Poule B).

Tour international de Blida de cyclisme

Mekseb Debesay gagne et réussit la passe de trois

Le coureur érythréen Mekseb Debesay, a remporté jeudi la première étape du Tour international cycliste de Blida (Mouzaïa-Djebabra-Mouzaïa), endossant du coup les maillots jaune, rouge et à pois. Mekseb Debesay, vainqueur du Tour d'Algérie 2014, a couru les 140 km dans le temps de 3h 35 :04 devant l'Algérien Adil Barbari du GS Pétrolier (3h35 :04) et le Rwandais Hadi Janvier (3h35 :40). L'Erythréen, élu meilleur cycliste africain de l'année, a endossé par la même occasion les maillots jaune de leader, rouge du meilleur sprinter et à pois du meilleur grimpeur. Le maillot blanc du meilleur espoir est revenu à l'Algérien Adil Barbari (GSP). Cette première étape du Tour international de Blida, quatrième épreuve du GTAC-2015, a été marquée dans son début par une tentative d'échappée déclenchée par Benrais Nadir (Sovac) et Abdennebi Khaled (Cevital). A l'entrée de la ville de Bouinen, 12 coureurs dont dix Algériens, ont réussi la première et véritable échappée de la journée, arrivant à prendre

1mn 20 sur le peloton qui roulait à une vitesse de 45 Km/heure. A la montée de Djebabra, une ascension de 1ère catégorie, trois coureurs se sont détachés de ce groupe (Mekseb Debesay, Hadi Janvier et Belmokhtar), faisant exploser le peloton en petits groupes. Ce trio de tête a fait ensemble l'ascension de Djebabra, longue de 12 kilomètres, avant que le coureur érythréen Mekseb Debesay ne décide de laisser ses coéquipiers et prendre seul la tête de la course.

Ce col a laissé beaucoup de séquelles à l'arrière de peloton et perd de plus en plus du temps par rapport à l'Erythréen qui a pris plus de trois minutes sur ses poursuivants dont l'Algérien Adil Barbari, parti seul à la chasse de l'homme de tête. Dans les dix derniers kilomètres de la course, Adil Barbari a fini par rejoindre l'Erythréen, disputant les deux l'arrivée au sprint final. La deuxième étape du Tour international de Blida aura lieu lundi à partir de Mouzaïa en passant par Tipasa puis retour à Mouzaïa Djebabra, sur un parcours total de 123,5 km.



Trois de nos représentants en Ligue des champions d'Afrique entrent en lice aujourd'hui avec des rencontres aux fortunes diverses.

Par Anouar M.

Ainsi, le MC El Eulma qui a joué sa première compétition continentale aura fort à faire devant un habitué de cette C1 et qui l'a même remporté par le passé, à savoir, le club ghanéen de l'Ashanté Kotoko. Même si cette équipe a perdu quelque peu de son aura, n'empêche que les gars de Babay devraient faire très attention aux «Porcs épics» (surnom de l'Ashanté) surtout que cette première manche se joue chez eux à Accra et qu'ils feront tout ce qui est en leur possible pour l'emporter et donc prendre option pour le prochain tour avant la rencontre retour.

Le club eulmi qui renferme dans ses rangs des joueurs d'expérience tels que Hamiti, Dreradža, buteur du championnat, se présenterait avec une grande volonté de bien faire lors de ce match même s'ils savent que leur mission ne sera pas aussi facile. Le coach eulmi, Azzedine Aït Djoudi, pense que son équipe peut créer la surprise à Accra. «Notre équipe qui a le vent en poupe malgré une amère défaite concédée en toute fin de match à Tizi Ouzou (en championnat,



Les Sétifiens décidés à revenir avec un résultat probant de Banju

ndlr) est consciente du fait qu'elle est en train d'écrire la plus belle page de l'histoire du club», souligne le coach du MCEE. C'est pourquoi, ajoute Aït Djoudi, «il ne fait aucun doute que mes joueurs sortiront un grand match pour prendre à défaut la défense de l'Asante et se rassurer en prévision de la manche retour».

Pour sa part, le champion d'Afrique en titre, l'Entente de Sétif, croisera le fer en Gambie avec le Real Banjul. Les Sétifiens qui ont le vent en poupe cette saison, avec cette Supercoupe d'Afrique, en plus de la qualification en demi-finale de la Coupe d'Algérie, souhaite continuer sur cette même lancée et revenir avec un résultat probant de Gambie.

Certes, les Sétifiens ne connaissent rien sur leur adversaire, comme l'a si bien dit le président, Hammar, mais n'empêche que l'équipe est décidée à se donner à fond pour revenir être le meilleur résultat possible. L'ESS jouera sans son gardien, Khedaïria qui a été sanctionné et évincé par le coach Madouï pour avoir simulé, selon lui, une blessure pour éviter le déplacement de Banjul, mais cela n'inquiète pas pour autant les Noir et Blanc qui ont des doublures qui pourraient tenir leur rang et notamment le gardien, Raouf Belhani. L'essentiel est que les Sétifiens sont décidés à prendre option pour jouer le match retour en étant plus à l'aise.

A. M.

Equipe nationale

Mostefa : «Je n'ai pas d'amertume»

L'international algérien du FC Lorient Mehdi Mostefa qui ne joue plus en équipe nationale depuis le Mondial-2014, a estimé qu'il ne fait pas partie des plans du sélectionneur Christian Gourcuff mais reste malgré tout toujours au service des Verts. «Je serai toujours au service de la sélection, parce que c'est mon pays. J'ai joué pour l'Algérie plus de quatre années. J'ai vécu de grandes aventures avec l'Algérie. Je joue pour un pays, pas pour un sélectionneur. Mais je sais qu'avec Gourcuff, je ne fais pas trop partie de ses plans», a déclaré Mehdi Mostefa à RFI.

«Comme je l'ai dit, je n'ai pas d'amertume parce que j'ai déjà vécu la plus belle chose qu'un footballeur puisse vivre : une belle Coupe du monde, avec un huitième de finale», a-t-il ajouté.

Le milieu défensif algérien n'a pas été appelé en sélection depuis que Gourcuff est en poste. Une situation qu'il prend avec philosophie, même s'il ne comprend pas les décisions



du sélectionneur Christian Gourcuff, ex-entraîneur du FC Lorient.

«Je sais juste que j'ai été le seul joueur ayant disputé la Coupe du monde à ne pas avoir été rappelé en sélection. (...) J'ai été le seul joueur écarté après la Coupe du monde (...)», a-t-il souligné. D'autre part, Mehdi Mostefa qui ne figure pas dans la liste élargie des 37 en vue du

stage de Doha (23-31 mars) s'est dit prêt à tourner la page de l'équipe nationale si la situation ne s'arrange pas pour lui.

«Comme je l'ai dit, si on fait appel à moi, je répondrai toujours présent. Mais de jeunes joueurs talentueux ont intégré l'équipe d'Algérie. Et puis je vois mes anciens collègues qui commencent à quitter l'équipe nationale, comme Madjid Bougherra. Je sais que Medhi Lacen se rapproche de la fin.

Ce sont des joueurs avec qui j'ai commencé en sélection, avec lesquels j'ai débuté une aventure. «A un moment donné, il faut savoir tourner la page. J'ai vécu ce que j'avais à vivre avec la sélection algérienne. J'ai connu de très bons moments.

Si ma carrière internationale doit s'achever sur ce huitième de finale de Coupe du monde face à l'Allemagne, ce sera un très beau souvenir et la page sera bien tournée.»

CSC (match gala)

Naples ou Genoa devraient être invités

Le CS Constantine (Ligue 1 algérienne de football), jouera un match "gala" contre un club italien de Serie A l'été prochain, qui devrait être «Naples ou Genoa», a appris l'APS mercredi auprès du président du conseil d'administration du club, Omar Bentobal.

«Nous allons jouer un match gala contre une équipe italienne, mais nous n'avons pas encore entamé les

discussions. Il y a les pistes de Naples et Genoa, mais rien n'est fait d'une manière officielle», a affirmé à l'APS le premier responsable du club constantinois.

Le CSC avait disputé lors des trois dernières années, trois matches «gala» au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, contre respectivement l'OGC Nice (France) en 2012 (défaite 3-1), les Espagnols du Celta Vigo

(victoire 1-0) en 2013, et devant l'Espanyol Barcelone (Espagne) (2-2) en 2014.

«Nous sommes préoccupés par les affaires du club actuellement, avec comme objectif d'assurer le maintien le plus tôt possible, ensuite nous allons conclure un match "gala" qui devrait se jouer après le mois sacré de Ramadhan», a conclu Bentobal.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Point d'ordre La stratégie de la tension médiatique

Par Nazim Rochd

Le mot media vient, étymologiquement parlant, du latin «medium» qui veut dire milieu ou, pour ce qui concerne notre sujet, «intermédiaire». C'est le rôle joué par la presse écrite, les radios ou les télévisions, pour satisfaire notre demande d'information, sur le monde qui nous entoure. En tant que tels, ils disposent de moyens matériels et financiers, de journalistes et autres personnels qui sont chargés de s'enquérir des faits et de les rapporter aux publics. C'est, du moins, le principe de base. Mais il n'en est pas ainsi, même s'il reste la croyance dominante que ce principe est respecté, selon un code de déontologie qui régirait la profession. Dans la réalité, d'abord, la majeure partie des organes médiatiques sont des entreprises privées qui n'obéissent pas forcément aux exigences du service public, plutôt à la rentabilité de leurs comptes. Ensuite, ces entreprises toutes «indépendantes» qu'elles le seraient, ou qu'elles le proclament, des Etats et de leurs démembrements, n'en ont pas pour autant des intérêts politiques à défendre. Ces deux facteurs contribuent à déterminer le véritable rapport entretenu avec l'information, sa sélection et son traitement. Dernier exemple en date, la fabrique d'un événement. Vladimir Poutine, le président de la Russie, n'est pas apparu en direct à la télévision depuis sa rencontre le 5 mars avec le président du Conseil italien Matteo Renzi et il n'y a eu que des photos, sur le site du Kremlin, où il assiste à des rendez-vous, les

10 et 11 mars. Il y a, de même, la réception d'une délégation de représentants d'Ossétie du Sud, qui a été reportée au 18 mars. On peut se demander en quoi le fait, pour un chef d'Etat, de n'être pas passé à la télévision ou d'avoir reporté une réunion peut avoir de l'importance. Pourtant, la question est suggérée et s'inscrit dans ce qu'on peut appeler la «stratégie de la tension médiatique». Sachant que l'attitude russe dans les conflits provoqués par les puissances atlantistes est réduite au personnage diabolisé de Poutine. Mis au centre de l'offensive psychologique contre la Russie, tous ses comportements sont décryptés dans le sens de les dramatiser. Nous pouvons imaginer ce qui est reçu par les milliers d'êtres humains, très peu portés à avoir un regard critique, pour peu qu'ils ressentent une raison d'en avoir. La «tension médiatique», de plus, ne se contente pas de la seule manipulation des faits ou de leur dramatisation. Elle recourt aussi à la création autour de l'objet d'une lecture quasi institutionnalisée, aidée en cela par des «analystes» et des «experts», chargés de donner une caution intellectuelle à l'angle choisi par les médias. Si le phénomène ne peut relever d'une définition religieuse, il faut, tout de même, constater qu'il procède du dogmatisme, avec toutes ses caractéristiques. Un dogmatisme construit grâce à un harcèlement de tous les instants, qui offre le confort d'une pensée «fast-food» «prête à l'emploi», qui épargne la réflexion trop contraignante, dans un quotidien vécu tambour battant.

N. R.

Trafic de drogue à Béjaïa

«Karim Boulou» arrêté par la police

CONNU PAR le surnom de «Karim Boulou», BA. KH, un dangereux dealer a été arrêté par les éléments de la brigade anti-stups de la police judiciaire de Béjaïa, apprend-on auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Il avait en sa possession, lors de son arrestation, plus d'un demi-kilo de drogue, soit 681g de kif traité qu'il s'appropriait à écouler dans les milieux juvéniles. La drogue a été découverte lors d'une perquisition de son domicile à Ihaddaden. Elle était sous forme de barrettes prêtes à être écoulées. Une importante somme d'argent représentant les revenus de la vente des premières quantités de drogue a été saisie également par les policiers. Le dealer est connu des services de sécurité pour ses antécédents

judiciaires. Il a été présenté mercredi passé devant le procureur près le tribunal de Béjaïa qui l'a lacé en détention provisoire pour possession et commercialisation de drogue, ajoute la même source.

H.C.



Tlemcen

Une quantité de 200 kg de kif traité saisie

■ Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement des gardes-frontières relevant du secteur opérationnel de Tlemcen (2^e Région militaire) a saisi le 12 mars, lors d'une patrouille près de la commune de Bab El Assa, une quantité de 200 kilogrammes de kif traité.

Par Siham L.

Une quantité de 200 kg de kif traité a été saisie jeudi à Tlemcen par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la

contrebande et le crime organisé, un détachement des gardes-frontières relevant du secteur opérationnel de Tlemcen (2^e Région militaire) a saisi le 12 mars, lors d'une patrouille près de la commune de Bab El Assa, une quantité de 200 kilogrammes de kif traité», a précisé la même source. Un autre détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Tamanrasset (6^e Région militaire) a appréhendé, le même jour, «trois contrebandiers et a saisi un

camion, une quantité de 14 200 litres de carburant et un téléphone satellitaire». Par ailleurs, un détachement relevant du secteur opérationnel de Ghardaïa, (4^e Région militaire) «a appréhendé, pour sa part, onze immigrants clandestins de différentes nationalités africaines», a-t-on ajouté.

S. L./APS

Un adolescent fauché par un automobiliste en pleine vitesse

Les villageois bloquent la route après un accident de la circulation

LES HABITANTS du village de Benyounés à 3 km du chef-lieu communal Zemmourir ont bloqué la route nationale 24 qui relie la ville de Boumerdes aux régions orientales de la wilaya via le littoral. Pour cause, un adolescent a été fauché par un automobiliste qui était à bord d'un véhicule de luxe de marque Audi. Selon des témoins oculaires, une voiture s'est arrêtée pour permettre au père qui tenait son fils par la main de traverser la route, lorsque ledit véhicule en pleine vitesse a fauché l'enfant pour le projeter et l'écraser. Il a fallu l'intervention des riverains

pour soulever le véhicule et retirer le corps sans âme de l'adolescent. Cet accident a provoqué la colère des villageois qui ont aussitôt bloqué la route à l'aide de pierres, de troncs d'arbres, de pneus et d'objets hétéroclites avant d'incendier le véhicule et réclamer la présence des autorités locales et l'implantation des ralentisseurs. Lesquels ajoutent que le chauffard, originaire de la région, est connu par ses agissements quant à la conduite dangereuse et l'excès de vitesse même en ville sans qu'il ne soit inquiété par les autorités.

A.K.

Maltraitance d'enfants

Un couple placé en détention provisoire

«UN HOMME et son épouse résidant à Ain Skhoune dans la ville de Béjaïa ont été arrêtés par la police judiciaire de la sûreté de wilaya pour mauvais traitement d'enfants mineurs moins de 16 ans», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Cette arrestation intervient suite à une plainte déposée auprès des services de sécurité.

L'enquête menée par la police a démontré, suite à une expertise médicale, que les enfants en question qui sont orphelins de mère ont subi des sévices, châtiments corporels et brimades de la part de leur belle-mère K.M. âgée de 29 ans et cela, hélas, sous le regard passif de leur père B.M. 46 ans. Les victimes ont été maltraitées (fouettées, brûlées...) au

quotidien depuis la mort de leur mère, soit depuis un an environ, selon les témoignages des trois frères âgés de 10, 7 et 4 ans. La belle-mère a reconnu, lors de la confrontation, qu'elle a maltraité les enfants, une façon selon ses aveux de les éduquer. Les deux prévenus ont été présentés devant le juge qui les a placés en détention provisoire.

H.C.

Sûreté urbaine d'El-Kseur Un dangereux individu appréhendé

«UN DANGEREUX individu a été arrêté par la sûreté urbaine au quartier Berchiche dans la commune d'El-Kseur la semaine passée», apprend-on auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ce dernier a été appréhendé pour manœuvres dangereuses avec son véhicule tard le soir à la fin de la semaine passée. L.DJ âgé de 39 ans était ivre lors de son arrestation. Il avait en sa possession de faux papiers du véhicule qu'il a dérobé à la fin du mois de décembre dernier. «L'individu est recherché par les services de sécurité depuis qu'il a volé le véhicule qu'il conduisait au mois de décembre dernier», ajoute-t-on. Il a été même condamné par contumace dans plusieurs affaires, dont un homicide volontaire avec préméditation pour vol, coups et blessures avec arme blanche... Présenté devant le procureur près le tribunal d'Amizour, il a été placé en détention provisoire pour faux et usage de faux de documents administratifs, usurpation d'identité, etc., selon la même source.

H.C.